

Il y a trente-sept ans : la création d'une revue, *Mondes en développement*

François DENOEL¹

Il est rare de voir un homme de 68 ans lancer une revue. Cette création était la conséquence des relations tumultueuses qu'entretenait François Perroux avec les administrations, académiques ou non. En 1968, celui que Lionel Robbins qualifiait dans ses mémoires de "The tempestuous F. Perroux" fut privé de la direction de l'Institut du développement économique et social (IEDES) et de celle de la revue *Tiers-Monde*. Il décida de créer une nouvelle publication². La revue était partie d'un dispositif plus large qui comprenait le Centre des hautes études du développement (CHEID), l'Association *Tiers-Monde* (ATM), l'Institut de sciences économiques appliquées (ISEA), dirigé alors par Perroux ; ce dernier était juridiquement distinct de la revue mais lui fournissant l'appui logistique nécessaire. Le CHEID avait pour vocation l'accueil de chercheurs étrangers et l'organisation de séminaires (au Collège de France), Pierre Pascallon en assura la direction durant de nombreuses années. L'ATM (animée par F. Perroux et Diomède Catroux) réunissait des personnalités très diverses par leurs origines et leurs compétences, mais portant un vif intérêt aux questions du développement : une sorte de "Conseil économique et social du développement". Le projet de revue naquit en 1971, restait à trouver un éditeur. Mme G. Epstein, directrice des Editions techniques et économiques, ainsi que le conseiller scientifique de ces éditions, Daniel Vignes (directeur au service juridique de l'UE) marquèrent leur intérêt pour l'entreprise, et grâce à eux le projet fut concrétisé (par la suite, la revue fut publiée par Economica, le Gordes devenu le Cecoeduc et, enfin, De Boeck). C'est dans cet environnement que naquit *Mondes en développement*. Le texte liminaire du premier numéro fit l'objet d'une élaboration provisoire, cette

¹ Ingénieur d'études, francois.denoel@laposte.net

² En France, à cette époque, très peu de revues économiques traitaient centralement du développement à part *Tiers-Monde*, *Croissance des Jeunes Nations*, tandis que *Le Monde Diplomatique* et *Informations et Commentaires* (G. Blardone) rendaient compte régulièrement de l'actualité des pays émergents. Dans les milieux académiques le développement était de longue date étudié sous ses aspects anthropologiques, ethnologiques, sociologiques.

maquette fut soumise à un certain nombre d'enseignants, de chercheurs, de praticiens de l'économie (syndicalistes, industriels, fonctionnaires nationaux ou internationaux). La version publiée prit en compte les remarques de P. M. Brunetti (pour l'écologie), D. Catroux, M. Cépède, H. Chambre, C. Dagum, J. Denizet, J. Duvignaud, R. Gendarme, K. Kutty, F. Miro-Quesada (logicien), A. Piatier, M. Rubel, P. Streeten, J. Vernant, J. Weiller, parmi beaucoup d'autres. Dès ce premier numéro, la revue affiche son caractère international en publiant des articles en anglais, espagnol et français. L'article de G. Myrdal "Vers une théorie plus réaliste du développement" faisait figure de défi, sinon de provocation, dans un champ que commence à investir, très prudemment, la théorie néo-classique (le futur prix Nobel publiera trois articles dans *Mondes en développement*). Le texte liminaire mentionnait explicitement les travaux du Club de Rome et, implicitement mettait en garde contre des "slogans" qui pouvaient se justifier dans les pays riches mais qui seraient non pertinents pour le développement des pays pauvres. On remarquera également le coup de griffe à la formule "la croissance pour le bien-être (...) en effet (...) le Welfare ne peut être décentement proposé qu'à ceux qui disposent déjà du nécessaire". Le texte reprend la définition du développement énoncée par F. Perroux en 1961³.

La croissance ne se justifie qu'en faisant accéder les individus "au statut d'homme". À ce stade, la croissance se mesure certes en choses mais se légitime par son caractère universel et comme étape dans le processus de mise en valeur de la Ressource Humaine. L'insistance sur le terme *Mondes* souligne l'attention portée à l'hétérogénéité des espaces économiques dans l'espace mondial, qui à l'analyse globale (triumphaliste ou pessimiste) préfère une approche structurelle (Avec l'espoir ou l'utopie d'"une certaine unification du monde"). En même temps ce point de vue attire l'attention sur l'interdépendance des mondes et sur l'asymétrie qui caractérise leurs relations. Même si au moment de son lancement la revue fut marquée par la personnalité de son fondateur, il ne s'est pas agi de créer une école, ni d'élever une bannière ; ce qui a réuni ses animateurs fut la constatation d'un état de fait : l'extrême pauvreté frappant une partie importante de la planète et l'immense réservoir de capacités que représentent les populations démunies. L'urgence de remédier à la pauvreté exigeait de faire appel à une panoplie d'instruments, les théories économiques en constituaient un élément important mais un recours plus poussé aux expériences sur le terrain s'avérait également nécessaire. Enfin en dehors des rubriques classiques F. Perroux avait introduit des "vignettes" : *Pouvoir des mots et Actualité des grands* : on y faisait l'analyse d'un concept dans la première, la seconde comportait des citations d'auteurs, économistes ou autres disciplines, ayant trait au développement. Ces rubriques aéraient le contenu de la publication et en rappelaient les préoccupations. L'histoire de la revue peut se décliner en

³ Cf. *Etudes*, janvier 1961, repris dans *L'économie du XXème siècle*, dernière réédition, PUG, 1991.

distinguant quatre périodes marquées par la personnalité des directeurs et des institutions avec lesquelles ils coopèrent.

LA PREMIÈRE PÉRIODE (1973-1982)

F. Perroux assure la direction de la revue dont le contenu multiplie des prises de vues très variées : elle s'ouvre aux aspects géopolitiques ("les zones de développement"), en liaison avec l'actualité (Méditerranée, Extrême Orient, Amérique latine), sans exclure les pays développés qui peuvent être affectés dans certains secteurs ou territoires par le sous-développement.

Economistes et spécialistes d'autres disciplines (géographes, auteurs de sciences politiques) se côtoient ; on note également la présence de diplomates et de militaires. De nombreux jeunes économistes contribuent aux différents numéros : A. Brender, Ph. Pons, J.-M. Chevalier, B. Munier, J.-L. Reiffers, M. Chatelus, W. Andreff, K. Vinaver, J. Defourny, H. Gerardin, X. Greffe, B. Rosier, M. Humbert, Ch. Bernard, D. Dufourt, J.C. Delaunay, R.E. Verhaeren, C. Pottier, J. Coussy, etc.

Remarquable durant cette période est la parution d'articles d'épistémologie ou de philosophie (G. Palomba, F. Miro-Quesada, C. P. Bruter (Deux remarques sur les rapports entre économie et mathématiques), C. Dagum (L'axiomatique de l'être humain en sciences économiques), F. Meyer (Les espoirs de la société ouverte chez Henri Bergson), un numéro spécial consacré à I. Prigogine (à l'initiative d'A. Philippart) : "Laws of Nature and Human Conduct" (1986) constituera le point d'orgue final de ce type d'articles.

Sur les trente neuf numéros de la période sept concernent des grandes régions du monde ou des pays (l'Asie y est dominante) ; un numéro rédigé par une équipe d'économistes chinois (1979) suscitera l'indignation de repentis du maoïsme français. Dès le début, les problèmes posés par la crise pétrolière sont abordés (E. Penrose, J.-M. Chevalier, n°5, 1974) et le seront systématiquement dans la suite. Liée à l'énergie la crise monétaire pointe (G. Destanne de Bernis, Revenus pétroliers et choix d'un espace de développement, n°8, 1974).

Parmi les numéros spéciaux à caractère théorique on relèvera deux numéros consacrés à "Externalités et développement (1978)", sous la direction de René Gendarme, on y trouve des chercheurs confirmés : I. Sachs, O. Godard, X. Greffe, Ph. D'Iribarne aux côtés de débutants comme H. Gérardin ou B. Guesnier. Un autre ensemble organisé par F. Perroux avec M. Rubel : Conflits de classes, conflits de nations réunira de grandes signatures : G. Myrdal, H. Janne, L. Janover et M. Rubel (Marx et la nation), P. Gonzalez Casanova, J. Ziegler, P. Naville, C. Bourdet, D. Bocage. Ces deux numéros témoigneront du souci constant de Perroux d'éprouver la validité d'un concept économique par rapport à ce qu'il appelait le "réel-réel" et d'affirmer le caractère heuristique de la théorie.

Parmi les numéros thématiques, signalons "Les effets d'entraînement de l'industrie sur l'agriculture – aspects économiques, sociaux et culturels pour un

développement intégré centré sur l'homme" en collaboration avec l'Unesco (n°31-32, 1980).

Le thème des Firmes multinationales est très présent : un numéro dirigé par R. Gendarme (n°12,1975) avec notamment des articles de H. Claude (vieux complice de Perroux), C.-A. Michalet, W. Andreff (Une analyse mésoéconomique du développement des firmes multinationales), A. Pincetti (Les transnationales au Chili : le conflit avec le gouvernement, 1970-1973).

La crise du capitalisme est étudiée dans les articles de N. Kaldor, T. Balogh, J. Attali (Sur le statut du salaire dans la crise économique mondiale), V. Labeyrie (la crise de l'environnement, l'économie de la nature et l'économie humaine, n°11, 1975). Dans la foulée, un numéro sur le Nouvel ordre économique international (n°19,1977) associe économistes (J. Bognar, P. Uri, R. Cameron, G. Blardone, P.M. Henry), scientifiques (P. Delattre), hommes politiques (R. Caldera). Pointe également l'idée d'un "Nouveau système mondial" (nos37-38, 1982), (articles de D. Dufourt, I. Adelman, A. Cartapanis, J.-L. Mucchielli, E. Alkin, C. Comélieu).

Vers une transition (*Une revue franco-belge*)

En 1978 sont créées les Journées Franco-belges qui ont pour vocation d'organiser annuellement des colloques sur les questions de recherche scientifique. Les promoteurs en étaient B. Crousse (Comité Science et recherche de l'AISP), A. Philippart (même comité, et Ministère de l'Education, Bruxelles) et F. Perroux (au titre de l'Ismea). Cette problématique avait toujours intéressé ce dernier pour son rapport étroit avec l'innovation et à son rôle dans les dynamismes du développement.

LA DEUXIÈME PÉRIODE (Elle s'ouvre en 1982)

Dès ce moment la revue est animée par F. Perroux, R. Gendarme et A. Philippart. La revue devient franco-belge. La partie belge repose sur un double pilier : le Gordes et le Comité Science et Politique de l'AISP.

A. Philippart dirige le département de l'enseignement supérieur et de la recherche du Ministère de l'Education nationale belge ; par ce biais et par celui d'enseignants à l'Université Libre de Bruxelles, il attire vers la revue des chercheurs qui témoignent de l'intérêt porté de longue date en Belgique aux questions de développement. La revue s'appuie du côté français sur l'ATM (présidée depuis 1982 par R. Gendarme), l'Ismea (dirigé depuis 1982 par G. de Bernis) et l'équipe du CREDES (Université de Nancy 2), sous la houlette de R. Gendarme⁴.

Un comité de rédaction mixte renouvelé se réunit le plus souvent à Bruxelles

⁴ Sur R. Gendarme cf. J. Brot, H. Gérardin, A. Philippart (2006) *Mondes en développement*, tome 34, n°135, 131-138.

dans les locaux du FNRS.

Lorsqu'on étudie l'origine des numéros publiés on constate un équilibre entre les différentes composantes du comité de rédaction : chaque partie contribue pour la moitié : 22 numéros initiés par le groupe belge, 26 par les groupes français (15 pour l'Ismea, 11 pour les équipes de Nancy 2).

Le reste - 14 numéros - sont des "varia".

G. de Bernis introduit une rubrique "Conjoncture" qui sera confiée à un chercheur de l'Ismea, K. Behnia.

Le contenu de la revue varie peu, mais le monde a changé dans les années 90 et l'économie de marché se développe dans une mondialisation qui commence à échapper aux États. Pour l'essentiel, les espaces géographiques couverts restent identiques, avec une place beaucoup plus importante accordée à l'Afrique ; mais la continuelle montée en puissance de l'Asie impose un rééquilibrage en faveur des études consacrées à la Chine, même si le Vietnam et le Japon font l'objet de numéros spéciaux. "L'intervention des pays du CAEM dans les mondes en développement" (n°57, 1987), sous la direction de Marie Lavigne, maintient la dimension géopolitique qu'on retrouvera dans les numéros consacrés au Désarmement (n°83, 1993) (sous la responsabilité de B. Gerbier et de M. Rogalski) et à la Mondialisation (n°88, 1994) dirigé par M. Rogalski. Dans le premier on retrouve une problématique qui était partagée par F. Perroux et beaucoup d'autres (cf. l'article de K. Boulding in *Mondes en développement*, n°18, 1977) ; la conversion des industries d'armement est abordée en termes généraux par R. Pétris tandis que J. Sapir étudie plus particulièrement la conversion des industries de défense de l'Ex-URSS. B. Gerbier aborde frontalement la problématique "Tiers Monde et désarmement" ; il marque fortement que "le Tiers-Monde demeure un enjeu stratégique entre grandes puissances, que la question militaire ne peut être séparée de la question économique, qu'à long aller le développement est facteur de démocratisation et peut-être de paix."

J. Fontanel plaide pour une "réduction des causes fondamentales des conflits que sont la lutte pour le pouvoir, les inégalités, les intolérances politiques ou religieuses".

Dans la même optique géopolitique, la mondialisation est étudiée dans sa relation avec la gouvernabilité (n°88, 1994) ; M. Rogalski souligne que "il ne suffit pas que des problèmes globaux existent et que des valeurs universelles émergent pour qu'une régulation internationale se mette en place(...) Pour trouver en commun une solution aux problèmes globaux il faut dégager de façon consensuelle un accord sur leur ampleur, leur cause et les moyens équitables d'y remédier. Ils ne peuvent être résolus ni sans, ni contre les autres (...) Le Mur de Berlin est tombé mais il a été reconstruit face au Sud (...) devenu l'ennemi de substitution". La gouvernabilité mondiale ne se fera que sur la base de coopérations internationales appuyées sur des États dotés de plus de souveraineté. I. Sachs préconise la revitalisation de l'ONU qui seule a les potentialités d'un gouvernement mondial ; une première concrétisation

pourrait être la perception d'un impôt mondial qui procurerait l'indépendance financière à l'organisation.

Autre sujet de préoccupation, la géo-surveillance (P. Matarasso), apanage des pays du Nord, ne diffuse pas son information universellement ; un contre-pouvoir issu des réseaux internationaux de communication (agora mondiale) pourrait naître. Ce sujet avait été envisagé sous un autre angle par M. Arnaud (n°56, 1986), "Images satellitaires et planification des villes du Tiers-Monde".

René Gendarme met en évidence l'apparition d'un Tiers-Monde éclaté (n°39, 1982) qui appelle un traitement renouvelé de la pauvreté, non seulement dans les relations entre États, mais également à l'intérieur de ceux-ci. Dans le même esprit, P. Streeten analyse la relation entre besoins de base et Nouvel ordre économique international (même n°).

Le thème de la pauvreté abordé dans un numéro dirigé par G. Schaber (n°45, 1984) part d'un constat : la pauvreté n'est pas l'apanage des seuls pays en développement (PED). Dans les pays développés la pauvreté de masse a diminué ; mais une catégorie nouvelle est apparue, celle des nouveaux pauvres dont la production est liée à la délocalisation d'industries de base vers les PED et à la réponse à cette crise : la transformation de l'appareil de production et à la restructuration de la force de travail, industrielles aussi bien qu'agricoles.

Sous la direction de P. Fierens, la relation entre Villes et Campagnes (n°40, 1982) est approfondie, et apparaît en filigrane une analyse en termes de "métropolisation", les chercheurs africains étant fortement représentés dans ce numéro. On retrouvera cette thématique dans "La cité et le développement" (n°85, 1994), articles de R. Gendarme (Urbanisation et développement des nations) et de J.-J. Perennes (Villes du Nord, villes du Sud).

À ce stade de l'existence de *Mondes en développement*, on constate un nombre important de numéros rédigés entièrement ou partiellement par des chercheurs des PED. Citons le Sénégal, B. Crousse éd. (n°52, 1985), la région andine : le cas de l'Equateur, Jose Sanchez-Parga éd. (n°60, 1987) ; Religions, colonisation et décolonisation, F. Arzalier, D. Dory, A. Bourgeot éd. (n°65, 1989), la Somalie, M. Abdi Mohamed, D. Kintz, O.O. Rabeih éd. (n°66, 1989) ; l'économie algérienne en réformes, A. Bouzidi éd. (n°67, 1989) ; le foncier en Guinée, B. Crousse, A. G. Diallo, O. Souare (n°81, 1993), l'économie du Burundi, H. Ait Hamara, H. Ben Hamouda, éd.(n°82, 1993), la *Economia Mexicana*, G. Vidal éd. (n°87, 1994) ; Contrainte externe et croissance durable au Maghreb, H. Ait Hamara, H. Ben Hamouda, (n°89-90, 1995) ; Dynamiques migratoires et recompositions sociales en Afrique de l'Ouest, Abdoulaye Bara Diop, éd. (91, 1995). Plusieurs numéros proposeront des pistes s'inscrivant dans une stratégie de développement. Le thème de l'éducation (Éducation et développement, n° 46, 1984) comporte des articles de H. Janne (De l'alphabétisation au développement communautaire et endogène), de M. Blaug (Education and the employment problem in developing countries), V. Urquidi.

Corrélativement l'insistance est mise sur "Science et développement", (n°64, 1988), cf. article d'A. Jaumotte.

Dans le même esprit : "Contribution de l'analyse politique au développement scientifique", (n°74,1991) cf. article de L. Rouban.

La santé est traitée dans plusieurs articles (p.ex. n°40, 1982) et dans un numéro spécial "Santé et marché en Asie" (n°93, 1996), (B. Hours, M. Selim, éd.).

Les aspects institutionnels ne sont pas négligés lorsqu'ils attirent l'attention sur "Les nouvelles formes d'économie collectives" (n°61, 1988), (J. Defourny et G. Quaden, éd.).

Autre constante, l'accent mis sur les phénomènes monétaires. En témoignent, notamment, les articles de H. Gérardin, C. Ominami, M. Vanden Abeele, M. Lelart, Ph. Engelhard, C. Quenan, J. Léonard, J.-P. Allégret, M. Hergli, E. Correa, Ph. Hugon, C. Eboue. Prolongeant la recherche effectuée dans "Externalités et développement" (1978), R. Gendarme décortique les concepts du développement durable tout en proposant des voies de mise en œuvre de celui-ci (n°96-1996). Le thème de la mondialisation traité sous l'aspect décolonisation par C. Pottier (n°95-1996) l'est également dans la perspective du développement par R. Gendarme (n°98-1996).

LA TROISIEME PERIODE (Elle s'ouvre en 1997)

Cette période débute en 1997 avec la désignation de M. Rogalski (CNRS-EHESS) en tant que directeur scientifique, A. Philippart en assurant la Présidence.

Le "socialisme de marché" appréhendé en Chine et au Vietnam fait l'objet d'un numéro entier (coordonné par J.Y. Weigel) ; y sont soulignés l'incomplète décollectivisation et la réhabilitation partielle dans le secteur privé des petites entreprises dont la dépendance est forte par rapport à un secteur public composé de moyennes et grandes entreprises. De plus, les procédures de revitalisation (investissement) concernent surtout les entreprises d'État. Parallèlement à ces changements on constate l'évolution de la protection sociale qui doit faire face à des phénomènes inédits (chômage p.e.) ; changement également du rôle des syndicats.

La corruption n'avait jamais été abordée dans la revue, elle fait l'objet d'un ensemble (n°102-1998) où les effets conjugués de l'idéologie du "tout marché" et de son absence de régulation créent les conditions d'une "nouvelle corruption" ; sur un sujet connexe le n°110-2000 fait le point sur "trafic de drogues et criminalités économiques".

Le numéro consacré à M. Kalecki renoue avec une tradition, un peu délaissée, de recherche théorique ; sous la houlette de K. Vinaver, son œuvre est réévaluée par I. Sachs, J. Sapir (ajustement budgétaire et croissance en Russie), tandis que S. Chakravaty souligne la dette de l'économie du développement à l'égard de M. Kalecki.

Dans le même souci de confrontation de la théorie à la réalité, S. Treillet anime un numéro qui relit le néo-structuralisme à la lumière de l'actualité.

R. Gendarme y met en évidence l'évolution du concept d'infrastructure.

H. Gérardin rend compte des mutations des infrastructures financières, tandis que Ph. Hugon rapproche infrastructures et réseaux (n°109-2000).

Jean Brot et H. Gérardin coordonnent un numéro sur la tertiarisation dans lequel le thème de la métropolisation apparaît comme fil conducteur et que se pose la question de la régionalisation.

LA PÉRIODE ACTUELLE (Elle s'ouvre en 2002)

Sous l'impulsion du professeur Sylvain Wickham, la période actuelle a débuté en 2002. L'ISMEA décida de se retirer de la publication, Michel Rogalski fut amené à démissionner.

Hubert Gérardin fut alors nommé comme rédacteur en chef, puis, à partir de 2008, comme directeur de la publication, à la suite d'André Philippart. La rédaction en chef est maintenant assurée collectivement par Bruno Boidin, Géraldine Froger, Fabienne Leloup et Laurence Roudart.

2002 fut l'année d'un changement institutionnel, marqué par la constitution de l'association (loi française de 1901) "Mondes en Développement". Cette association formalise juridiquement le statut de la revue, elle devient propriétaire du titre de la revue et définit le mode de recrutement des membres du comité de rédaction ; son siège est situé à Agro-ParisTech (Paris).

L'observation de l'évolution de thématiques plus traditionnelles se prolonge :

- Intégration régionale (spécificité des groupes d'intégration entre pays développés et pays en développement),
- Alimentation et Agriculture (M. Mazoyer et L. Roudart) qui rencontre des problèmes inédits (p.e. l'appropriation des ressources génétiques végétales),
- Education, Santé, Population, Pauvreté et stratégies de survie (n°140).

Toutes ces thématiques étant, plus que dans le passé, étudiées dans leurs interrelations.

Des *thèmes novateurs* sont abordés, comme l'économie de la connaissance, le développement local, la place de la société civile et des différents acteurs, catastrophes et développement.

Certains de ces thèmes sont suivis régulièrement tels la microfinance et les systèmes financiers nationaux (M. Labie, M. Lelart, T. Montalieu), le développement durable et les problématiques environnementales, la mise en patrimoine de l'eau.

Le caractère multidimensionnel du développement s'exprime dans l'interdisciplinarité rendue nécessaire par l'appropriation dans la recherche économique de concepts de disciplines voisines :

- juridiques (droits et développement),
- géographiques (aires protégées),

- politistes (gouvernance, décentralisation),
- gestionnaires (responsabilité sociale et environnementale),
- sans négliger les apports des anthropologues, des sociologues, des historiens.

La préparation de plusieurs numéros a été réalisée lors de réunions scientifiques tenues dans des pays du Sud (africains principalement).

La rubrique Mondes en Développement il y a trente ans permet le retour sur des articles souvent précurseurs publiés par la revue.

La reconnaissance de la revue dans l'univers académique se traduit par son indexation par ECONLIT (The American Economic Association's Electronic Bibliography et The Journal of Economic Literature), son classement en France par le CNRS.

La conséquence est une offre importante d'articles en provenance des différentes régions du monde.

Enfin, il faut signaler que la revue s'est inscrite rapidement dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication en étant accessible en ligne, dès la création de celui-ci, dans le portail CAIRN, qui permet la consultation et l'achat en ligne d'articles. Outre les abonnements institutionnels (universités et centres de recherches), un public plus large a accès à tous les numéros datant de plus de trois ans. Cette offre est complétée par deux CD Rom contenant les 120 premiers numéros de la revue.

Parmi les novations, signalons l'ouverture de la rubrique "veille internet" permettant aux lecteurs d'accéder à des documents en ligne accessibles gratuitement et se rapportant aux thèmes traités dans un numéro ; la création d'un site internet qui, outre l'intégralité des sommaires, diffuse une information sur les recherches relatives au développement, en France et à l'international.

Que retenir principalement de l'histoire de la revue ?

Le concept de maillage pourrait en constituer le fil rouge : liaison avec l'actualité, confrontation permanente de la théorie au réel et interdisciplinarité conçues comme garde-fou vis-à-vis des "conceptualisations implicitement normatives".
